

Tensions guerrières, recompositions internationales et aspirations nouvelles : les évolutions de la situation mondiale

Note du CEN versée au débat national des communistes – novembre 2024

Avertissement : cette note n'a pas pour objet de traiter chacun des conflits en cours. Elle cherche à identifier les mouvements structurels et les césures mondiales en cours, et les contradictions nouvelles qu'elles génèrent.

La situation internationale n'est pas simplement marquée par une addition de crises multiples (économiques, sociales, géopolitiques, climatiques) ; ces différentes crises se combinent, interagissent, en démultipliant leurs effets dévastateurs sur les peuples. La recomposition brutale des rapports de force internationaux, l'exacerbation des concurrences capitalistes et des tensions impérialistes, mais également l'émergence d'aspirations nouvelles à un autre ordre du monde, notamment dans le "sud global", scellent la fin d'un ordre mondial néolibéral et unipolaire tel que les Etats-Unis et leurs alliés ont cherché à l'imposer après la fin de la guerre froide. Cela rend éminemment complexes les recompositions des systèmes de domination dont sont victimes les peuples et qui interdisent tout raisonnement ou toute action politique qui serait marquée par une vision binaire fondée sur des "camps" cohérents.

Tendances mondiales à la récession et fragmentations de la mondialisation capitaliste.

Les évolutions du capitalisme contemporain sont marquées par :

- L'accentuation des tendances récessives et de la désindustrialisation dans le centre capitaliste : essor du chômage et chute des créations d'emploi aux Etats-Unis, alors que la zone Euro hésite entre une croissance faible ou une stagnation économique, et que les bourgeoisies européennes n'ont plus réellement de projet unificateur. L'Allemagne enregistre une chute de la production industrielle (-1,5% sur 2023). Ces tendances récessives sont encouragées par les classes dominantes en utilisant le levier des politiques d'austérité, comme c'est le cas dans l'Union Européenne qui a réinstauré les règles maastrichtiennes de contrôle budgétaire, ainsi que celles de la hausse des taux d'intérêts. La totalité des taux d'intérêts mondiaux représentera en 2025, 2,8% du PIB mondial, ce qui correspond à un doublement de la moyenne mondiale de la décennie précédente. Par ailleurs, la croissance se ralentit également en Chine qui fait face à une triple crise inédite : crise immobilière, crise de la consommation toujours faible – et crise du chômage, toujours élevé chez les jeunes. Au deuxième trimestre, la croissance y a ralenti sur un an (+4,7%).
- L'aggravation de la pauvreté mondiale et des inégalités. 1 enfant sur 4 est en situation de pauvreté alimentaire sévère selon l'UNICEF. En 2022, 712 millions de personnes dans le monde vivaient dans l'extrême pauvreté, soit 23 millions de plus qu'en 2019. L'objectif de développement durable de l'ONU visant à mettre fin à l'extrême pauvreté d'ici à 2030 reste hors d'atteinte. L'inflation des prix de l'énergie et de l'alimentation tend à reculer mais continue à peser lourdement sur les revenus ; de plus, les tensions géopolitiques désorganisent les routes commerciales mondiales et le fret. Par conséquent, les salaires réels reculent dans les pays de l'OCDE (-3,8 % dans les pays de l'OCDE entre 2022 et 2023). De plus, les mécanismes de domination capitaliste s'exercent pleinement, surtout quand des pays sont victimes de l'augmentation des taux d'intérêt américains (26,8 % des recettes publiques du Sénégal sont consacrés au remboursement des intérêts de la dette). Selon la Banque mondiale, l'Afrique subsaharienne concentre aujourd'hui 60 % de la pauvreté extrême dans le monde et continue de la voir augmenter.
- L'hypertrophie du capitalisme financier fait que des bulles spéculatives peuvent exploser à tout moment. Le versement des dividendes a augmenté de 3,9 % en moyenne mondiale sur

un an. La hausse est particulièrement spectaculaire dans le domaine de la santé, du e-commerce et du numérique, ce qui indique les secteurs hautement spéculatifs.

- Le redéploiement du commerce international et des chaînes de valeur redessinent les contours d'une mondialisation fragmentée. L'OMC pointe une « *mondialisation entre amis* » « *dans laquelle les biens stratégiquement clés sont produits chez soi ou par des pays alliés* ». Le contrôle sur les investissements directs étrangers tend à se renforcer. La CNUCED évalue leur diminution à 2 % en 2023, avec une baisse significative en Asie (-8%) et en Europe (-14%). Biden encourage une série de programmes pour la relocalisation de secteurs stratégiques.

Ces éléments montrent qu'une nouvelle période de la mondialisation capitaliste s'ouvre, plus heurtée, plus inégalitaire, où les concurrences s'exercent plus violemment. Cela influe sur la recomposition armée des rapports de forces internationaux. La mondialisation capitaliste n'est en rien un antidote aux guerres. Elle les nourrit, à plus forte raison, dans sa phase actuelle.

Le danger de la spirale d'une guerre généralisée

Dans le maelstrom de l'exacerbation des concurrences dans le contexte de la réorganisation des rapports de forces entre puissances et multinationales, de recomposition des alliances, de cette mondialisation capitaliste émietlée, les risques de généralisation des conflits sont donc fortement présents.

La recomposition des rapports de force internationaux se fonde sur les dynamiques suivantes :

a/ Les contradictions nouvelles de l'impérialisme américain. Les Etats-Unis demeurent la principale puissance mondiale, dont les piliers reposent sur l'économie, le dollar, la puissance militaire, la diplomatie et l'influence dans le domaine de l'information et de la culture. Leurs dépenses militaires représentant 40% des dépenses mondiales. Ils s'appuient sur un bras armé, l'OTAN, et sur un réseau d'alliances allant au-delà de l'OTAN, dont le ressort est de préserver l'accès aux ressources critiques, aux marchés et biens communs mondiaux. Ils poussent les feux de la confrontation mondiale en utilisant l'OTAN globalisée, en Europe et en Asie, le renforcement de leur présence militaire en Europe et au Proche et Moyen Orient, le gaz de schiste, le levier du dollar et la « *weaponisation* » des relations économiques internationales, soutenue par un puissant arsenal législatif. Mais cette puissance est fortement contestée. Ils ont essuyé des échecs flagrants (évacuation de l'Afghanistan).

Une disjonction se creuse entre une puissance militaire maintenue et un poids commercial contesté par la Chine, érigée par les USA comme ennemi principal. On peut également noter une perte d'influence globale en Amérique Latine et en Afrique, où aucune réelle alternative à la BRI chinoise (« *nouvelles routes de la soie* ») n'est mise en place. Au Proche et Moyen Orient, les anciens vassaux des Etats-Unis, tels l'Arabie Saoudite, sont désormais des partenaires qui font valoir leurs intérêts propres. La nature des relations entre les Etats-Unis et ses alliés est donc en train de changer.

b/ La dimension nouvelle de la puissance et de la politique chinoises. Les tensions entre les Etats-Unis et la Chine se sont ouvertes à partir de la crise de 2008, remettant en cause la politique de partenariat économique de la période précédente de la mondialisation capitaliste triomphante. Les réactions chinoises au tournant stratégique américain ne s'inscrivent désormais plus dans une simple politique de défense, mais dans une forme de politique offensive. Elles ont dépassé le stade des réactions simplement diplomatiques. Elles concernent désormais aussi le domaine des dépenses militaires, sans que la Chine ne soit pour le moment adepte des réponses militaires dures. Les réactions chinoises s'exercent également dans le domaine commercial, où la Chine investit résolument les règles du capitalisme libéral en encourageant la signature d'accords de libre-échange (accord RCEP, pour contrebalancer l'accord QUAD – avec pour l'essentiel les mêmes pays ; politique d'investissements menée par la banque AIIB, pour contrebalancer le FMI). La place de la Chine comme économie centrale ascendante, aspiratrice de plus-value, la singularise à la fois envers le centre capitaliste traditionnel (les Etats-Unis), mais également envers les autres pays des BRICS qui eux relèvent d'une sorte de semi dépendance (reprimarisation du Brésil,

économie russe dépendante des hydrocarbures...). Cela est facteur de contradictions et de tensions au sein des BRICS.

c/ L'émergence de puissances régionales aux intérêts propres qui remettent en cause une vision bipolaire du monde. C'est une des caractéristiques de la période.

On peut y évoquer l'Iran. Le régime des mollahs est actuellement confronté à sa plus grande crise depuis la Révolution de 1979, mais il est jaloux de son rôle régional, dans la recomposition des rapports de forces qui s'exercent au Proche et Moyen Orient, en opposition à l'Arabie Saoudite (et malgré l'accord signé en avril 2023 sous l'égide de la Chine). La politique iranienne concourt officiellement à 3 objectifs: la protection du territoire national, le fait de contenir les ambitions américaines et la destruction de l'État d'Israël. Mais sa politique est également pragmatique. Elle cherche à éviter un conflit direct avec les Etats-Unis, tout en assumant en avril 2024 pour la première fois un affrontement direct avec Israël. Les « proxys » de l'arc chiite (Houthis, Hezbollah, Hamas) sont liés idéologiquement et financièrement, tout en utilisant une autonomie tactique importante. Selon les questions, l'Iran peut donc se retrouver soit partenaire, soit concurrent de la Russie, de la Chine ou de l'Arabie Saoudite.

L'autre puissance émergente de la région, la Turquie, met en œuvre une politique multivectorielle, tout en étant liée à l'OTAN. Reposant sur une idéologie pan-turciste, la constitution d'un espace continu jusqu'à la mer Caspienne et le contrôle des ressources gazières sont des priorités stratégiques auxquelles tend la politique d'agression tous azimuts d'Erdogan (Chypre, Kurdistan, Arménie). Cette politique pousse les feux de la confrontation régionale.

Le gouvernement indien développe également une diplomatie à 360 degrés, qu'il théorise même sous le vocable de « multi-alignement », très différent du « *non alignement* » du temps de la guerre froide. Alors que le gouvernement indien des années 1950 de Nehru, celui du non-alignement, était motivé par la coexistence pacifique et la décolonisation, le gouvernement Modi est en train de refonder la politique indienne sur la base d'un nationalisme hindou ethniciste conférant à l'Inde une mission particulière afin d'en faire une puissance influente.

d/ La Russie, un Empire semi-dépendant en gestation. Le choix de la guerre par Vladimir Poutine contre l'Ukraine, suite à l'expansion de l'OTAN à l'Est de l'Europe, est au service d'un régime nationaliste grand russe. Il utilise les différents lieux de crises internationales d'une manière opportuniste (Wagner en Afrique sur les décombres du néocolonialisme français, politique qui rencontre elle-même des limites sérieuses). Son économie, qui tient tout en étant en situation de surchauffe, reste essentiellement d'une nature périphérique, semi-dépendante, fondée sur l'exportation d'hydrocarbures, pour lesquels il faut trouver de nouveaux débouchés.

En conséquence de quoi les conflits actuels sont marqués par un certain nombre de caractéristiques :

a/ Les puissances impliquées dans les conflits sont souvent des régimes contestés et fragilisés en politique intérieure. Le fait que les régimes engagés dans cette recomposition des rapports de force sont, sauf exception, frappés par des crises internes sont un des traits communs de la période. C'est le cas aux États-Unis (exacerbation des luttes internes sous pression d'un trumpisme radicalisé, enjeux des élections présidentielles et législatives américaines du 4 novembre, et de ses répercussions internationales), en Turquie (fragilités économiques, claque électorale du 31 mars dernier), en Israël (protestations importantes depuis la constitution du dernier gouvernement Netanyahu), en Iran (manifestations et mouvements sociaux continus qui montrent à quel point le régime est contesté). La question de la Russie est plus complexe : le régime sort pour l'instant consolidé mais des interrogations sur la soutenabilité d'une guerre très longue sur le long terme se posent.

b/ Les conflits locaux revêtent immédiatement des dimensions régionales et internationales. C'est le cas du conflit au Proche-Orient et de celle en Ukraine. Ils sont indissociables de la recomposition globale et régionale des rapports de force. Pour le conflit au Proche-Orient, c'est une dimension nouvelle, prise depuis un an, même si évidemment le conflit lui-même est

beaucoup plus ancien. C'est la raison pour laquelle une résolution urgente de ces deux conflits par le respect des droits des peuples, les principes de sécurité collective et de la Charte des Nations Unies est nécessaire. Chacun de ces deux conflits, outre évidemment leur bilan humain effroyable, a des ferments d'extension régionale et internationale extrêmement graves.

c/ La dislocation du système sécuritaire international. Ce risque d'extension est d'autant plus fort que, sous le coup des politiques néoconservatrices, les instances de régulation internationales sont soit démantelées (accords de maîtrise de l'armement dénoncés ou dévitalisés), soit affaiblies (l'ONU réduite à un champ d'intervention humanitaire alors que les politiques de force des Etats la dépouillent de ses prérogatives et de son influence diplomatiques).

d/ Les civils premières victimes, la guerre sur tous les terrains.

Il n'y a plus de limite au champ de la guerre : contre les civils, qui sont les premières victimes des conflits, à plus forte raison quand ils sont victimes de politique de nettoyage ethnique (Haut-Karabagh, Gaza) et de massacres de masse, de crimes de guerre et de crimes contre l'Humanité (Gaza). Le Soudan est « *au bord de l'effondrement humanitaire* » ; les crimes et le bilan humain de la guerre en RDC, sur fond de concurrence régionale et internationale pour le contrôle des ressources minières et terriennes, est effroyable. Les concurrences dans les domaines énergétiques, informationnels, numériques, spatiaux, sont désormais des zones de conflits et d'affrontements.

e/ L'extrême-droite et le fondamentalisme religieux, dangers mortels pour l'émancipation sociale et démocratique des peuples. Le renforcement de différents types de projets politiques essentialistes, ethnocistes et autoritaires aggravent les tensions internationales. S'appuyant chacun sur une tradition, une idéologie et un contexte national et régional propres, ces idéologies diverses émanant du nationalisme ethnique, du néoconservatisme des faucons américains, de l'islam politique ou encore de l'hindouisme extrémiste, portée par les gouvernements actuels de pays comme la Russie, l'Iran, l'Inde, l'Argentine, peut-être demain les États-Unis, où un certain nombre de pays membres de l'Union Européenne tels que l'Italie et la Hongrie, où des organisations comme le Hamas et le Hezbollah, poussent à essentialiser les conflits sur des bases civilisationnelles (la « *théorie débilante* » du choc des civilisations pour reprendre l'expression de Georges Corm). Elles visent à détruire toute perspective d'émancipation nationale, démocratique et sociale, et d'égalité entre citoyens, entre les femmes et les hommes (cf. situation des femmes afghanes).

On peut y rattacher l'essor du racisme et de l'antisémitisme. Combattre et vaincre ces tendances mondiales est un enjeu international majeur pour le mouvement ouvrier international, qu'il s'exprime à travers des organisations politiques communistes et progressistes, des syndicats, des réseaux de luttes féministes et citoyennes.

Les aspirations à un autre ordre mondial et les enjeux pour le mouvement communiste et progressiste international

Les aspirations à un ordre mondial, récusant les logiques de blocs défendues par les États-Unis et l'OTAN et cherchant à s'autonomiser par rapport à l'hégémonie du dollar, émergent et se renforcent. Les pays des BRICS expriment cette aspiration, tout en étant eux-mêmes traversés par des contradictions nombreuses et, pour un certain nombre d'entre eux dirigés par des gouvernements capitalistes et autoritaires. Ils ne forment donc pas un « bloc ». D'ailleurs, le retrait de l'Argentine après l'accession de Milei au pouvoir montre bien les contradictions.

Le sommet des BRICS qui aura lieu à Kazan en Russie du 22 au 24 octobre sera le premier depuis l'élargissement de ce groupe (les "BRICS+"). Ses membres produisent 40% du pétrole mondial et représentent 35,6% du PIB mondial (contre 30% pour les pays du G7). Les projections donnent en 2028 un ratio de 36,6% contre 27%, ce qui montre que la montée en puissance des BRICS est due en partie au ralentissement des pays du G7. Les enjeux sont importants pour cet ensemble qui ne représente pas un "contre-bloc" au G7, tant les divergences de point de vue sur les questions financières comme sécuritaires sont importantes ; de plus, les réticences à se doter d'institutions

communes, à l'exception de la Nouvelle Banque de développement de Shanghai, sont importantes pour des pays foncièrement attachés à leur souveraineté. Des différences de conception et d'objectif sont visibles. Par exemple, la Russie se méfie d'un élargissement trop rapide et trop important. Pour autant, il faut noter que les efforts pour se désengager des institutions occidentales et du dollar (singulièrement des pétrodollars) continuent à se développer. Le véritable attrait des BRICS pour les pays du Sud reste dans la capacité à financer des projets pour des pays tiers en dehors des institutions de Bretton Woods. Les projets de développement de l'économie numérique, au cœur du plan stratégique des BRICS pour 2024/2025, sont également importants. Mais les BRICS pris comme un ensemble ne sont pas (encore ?) le porte parole cohérent du Sud global dans sa complexité et sa diversité. Ils portent cependant une démarche à la fois extrêmement générique (une autonomisation par rapport aux institutions de Bretton Woods et à l'hégémonie des USA et du dollar) et qui s'incarne dans des projets très précis et déterminés.

En effet, les votes exprimés à l'ONU (sur l'Ukraine, sur la Palestine...) illustrent cette volonté globale d'un autre système international. Cependant, les principales réalisations concrètes s'effectuent pour le moment dans un cadre bilatéral, et non dans un cadre global. C'est notamment le cas des accords pour libeller les échanges en yuan. Le rapport annuel sur l'internationalisation du yuan, paru fin juillet 2024, montre une augmentation de 22% de son utilisation dans le cadre d'échanges internationaux par rapport à la même date en 2023, ce qui représente désormais 6,3% de la totalité des échanges internationaux.

Au-delà des intérêts de chacun des gouvernements qui sont partie prenante de ce mouvement, s'expriment des aspirations populaires à un autre ordre du monde, à plus de justice sociale, à la lutte contre la corruption, à plus de souveraineté s'expriment dans plusieurs pays, à plus de sécurité collective et à plus de santé collective. Ayant chacun leurs caractéristiques et leur dynamique nationale propre, de tels mouvements se sont exprimés par exemple au Liban, au Soudan et en Irak en 2019, au Sri Lanka en 2022, au Sénégal en 2023, au Kenya en 2024.

L'Inde et l'Iran sont parcourus par des grèves et des mouvements sociaux importants. La question centrale est celle du débouché politique qui pourrait émerger de ces aspirations et de ces luttes. On voit comment la révolution soudanaise a été étouffée par les bandes armées rivales qui se disputent les ressources naturelles et sont liées aux intérêts de puissances régionales, et comment le mouvement libanais a été piétiné par les intérêts des fractions confessionnelles et le poids du néolibéralisme sur le pays. Les peuples d'Afrique expriment leur exigence de souveraineté politique, militaire, économique, monétaire sur fond d'impasse et de dislocation de la politique néocoloniale française mise en place depuis 60 ans. Mais là encore se pose la question d'un débouché politique progressiste, sur les bases d'un panafricanisme de gauche, débarrassées de l'influence de ceux qui veulent dévoyer ce combat sur des bases ethnocistes et essentialistes.

La lutte contre la dynamique de confessionnalisation des conflits est une composante indispensable de la lutte pour la paix. Il y a de ce point de vue un enjeu majeur pour la gauche au niveau international : elle s'engage, dans les conditions de rapports de force dégradés, dans le combat en faveur d'une paix dans la justice, sur la base du respect du droit, de la lutte contre les dominations, pour une perspective d'émancipation politique et sociale pour les peuples ; ou elle cède à des surenchères commodes, elle cautionne des discours légitimant des pulsions de vengeance et de haine, s'incline devant les visions identitaires. Alors, elle pulvérisera elle-même le message universaliste qui aura conféré sa légitimité historique au mouvement ouvrier et progressiste. Il faut de la réification binaire d'une opposition entre l'Occident et le "sud global" qui serait bâtie sur une base essentialiste dans le contexte de la recomposition internationale des rapports de force.

La centralité d'une politique de paix

Les menaces qui pèsent sur les peuples posent avec davantage d'acuité la centralité du combat pour une politique de paix, au cœur de l'engagement communiste. La paix n'est pas simplement l'absence de guerre. Elle implique de s'attaquer aux causes des conflits et de prévenir les conflits futurs. C'est un élément au cœur du combat pour l'émancipation des peuples. Il n'y a pas de paix sans justice, ni droit.

Une politique de paix implique :

- Le respect du droit international et des résolutions de l'ONU que les politiques de puissance dévitalisent et rendent impuissantes.
- Le combat contre les deux poids, deux mesures. Les peuples sont égaux et ont des droits égaux. Le « *deux poids, deux mesures* » avec lequel les puissances occidentales considèrent les relations internationales sont les habits neufs de l'impérialisme. Tous les peuples ont droit au respect de leur sécurité et de leur souveraineté.
- La solidarité entre les peuples qui luttent pour la réalisation des droits nationaux, que ce soit le peuple palestinien, le peuple kurde, le peuple sahraoui, le peuple kanak, le peuple arménien, menacé dans son existence.
- La sécurité collective des peuples, car la sécurité est indivisible. La sécurité des peuples palestinien, libanais, israélien est indivisible. En Europe, cela implique d'agir en toute indépendance de l'OTAN et des Etats-Unis pour un cessez-le-feu en Ukraine, et pour la refondation du système de sécurité collective européen, sur la base de la Charte des Nations Unies et des principes de la conférence d'Helsinki, en sortant ainsi de l'OTAN et par la dissolution de l'Alliance atlantique.
- La reprise des discussions pour un désarmement global, multilatéral et négocié, alors que l'ensemble des traités de contrôle de l'armement sont dénoncés ou non respectés. La France peut et doit être observatrice à la conférence des Etats partie du traité TIAN dans l'objectif de le signer.
- La réforme des institutions internationales, de l'ONU, du FMI, pour un autre système financier international, en sortant de la logique des plans d'ajustements structurels du FMI, en créant une monnaie commune mondiale de coopération, en réorientant les milliers de milliards de dollars ou d'euros créés par les banques et les banques centrales vers le développement et l'émancipation de toutes et tous, au Sud et au Nord, par l'éducation, l'emploi et la formation, la santé, le développement des services publics et la préservation des biens communs que sont le climat, la biodiversité, l'air et l'eau.
- Une implication de la société civile, des collectivités et pouvoirs locaux afin de créer un mouvement mondial de culture de la paix en mesure de l'emporter dans la guerre idéologique menée par les médias et réseaux sociaux à la solde du capital et des forces bellicistes.